



Bruxelles, le 1.9.2022
C(2022) 6173 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 1.9.2022

relative au financement de la mesure spéciale en faveur du Yémen pour 2022

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 1.9.2022

relative au financement de la mesure spéciale en faveur du Yémen pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure spéciale en faveur du Yémen pour 2022, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) L'objectif poursuivi par la mesure spéciale à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale - Europe dans le monde, dans le cadre du programme géographique «Asie et Pacifique», est de contribuer à une paix et à une sécurité inclusives au Yémen grâce à une approche pluridimensionnelle de la consolidation de la paix.

La situation sociopolitique au Yémen reste extrêmement fragile et incertaine: la persistance du conflit et la présence d'organisations terroristes constituent toujours une menace pour la situation politique et sécuritaire, et plusieurs régions sont confrontées à un nombre élevé de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'élaborer un nouveau document de programmation pluriannuelle. La

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

Commission a opté pour la mise en œuvre de mesures spéciales afin de répondre aux besoins du pays.

- (4) La mesure spéciale s'inscrira au soutien de différents volets des efforts de consolidation de la paix, dans le but de compléter et de soutenir les négociations officielles entre les représentants politiques de haut niveau dirigées par le bureau de l'envoyé spécial du secrétaire général pour le Yémen. L'adoption en temps utile de l'action prévue par la présente décision garantira la mise en œuvre de l'approche intégrée de l'UE à l'égard des efforts de paix au Yémen.
- (5) L'action intitulée «*Soutenir la paix et la sécurité au Yémen*» vise les communautés touchées par la crise au Yémen, en améliorant concrètement leurs conditions de vie par le renforcement des institutions et des capacités qui contribuent à une paix durable. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres donateurs conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel à propositions moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (8) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁴ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité IVCDI - Europe dans le monde institué en vertu de l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁴ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision de financement annuelle, qui constitue la mesure annuelle destinée à mettre en œuvre la mesure spéciale en faveur du Yémen pour 2022, telle qu'elle figure en annexe, est adoptée.

La mesure spéciale comporte l'action suivante:

- «Soutien à la paix et à la sécurité au Yémen», dont le texte figure en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure pour 2022 est fixé à 14 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne BGUE-B2022-14.020130-C1-INTPA du budget: 14 000 000 EUR du budget général de l'Union.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans l'annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.3.3 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁵ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant que ces modifications n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

⁵ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

Article 5
Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément au point 4.3.1 de l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 1.9.2022

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission